

Une « **insincérité** » à 11 milliards d'euros (si l'on en croit la presse économique qui avance ce chiffre), peut-être plus encore : c'est le petit cadeau d'adieu du gouvernement de M. Cazeneuve et particulièrement de son ministre des Finances M. Sapin, révélé par **Le**

Canard enchaîné

et la Cour des comptes dans son audit des finances publiques du pays. Cela mettrait ainsi le déficit de la France à 3,2 % du PIB quand M. Hollande avait promis qu'il serait à 2,8 % en 2017, pour se conformer aux exigences de l'Union européenne et plus exactement des règles issues du traité de Maëstricht, mais aussi aux promesses faites par la France à ses partenaires européens. Comme le signale dans son édition du 29 juin le quotidien libéral

L'Opinion

: «

Pour la première fois, elle sera le seul et unique pays de la zone euro à être en déficit excessif

», alors que les autres pays de la zone euro annoncent des déficits moins élevés, voire des excédents budgétaires comme le voisin allemand qui prévoit environ 15 milliards d'excédent (quand la France est, chaque année, à environ 70 milliards de déficit, qui se rajoutent à la dette actuelle)... Peut-on mieux résumer par ces quelques chiffres

le désastre budgétaire de la République française en Europe

?

Cette situation, qui complique encore le travail de l'actuel gouvernement, affaiblit la France au

"L'insincérité" budgétaire de la République en fin de règne Hollande : un scandale à onze milliards d'euro

Écrit par Jean-Philippe
Jeudi, 29 Juin 2017 15:35

moment même où elle cherche à retrouver sa place sur la scène internationale, et elle nous menace d'une situation « à la grecque », même s'il s'agit, pour l'heure, d'une menace plutôt que d'un risque avéré et immédiat.



Écrit par Jean-Philippe
Jeudi, 29 Juin 2017 15:35

Il serait bon et très pédagogique que **les responsables du dernier dérapage budgétaire, de cette « insincérité », soient traduits en justice**, au moins pour le principe et pour le symbole : après tout, n'est-ce pas ce qui arrive quand un Kerviel est accusé d'avoir fait perdre « quelques » milliards à la Société Générale ? Sa condamnation à 5 milliards d'euros, remise en cause depuis, avait été applaudie, à l'époque, par certains milieux économiques, alors que sa manœuvre financière ne concernait, à l'origine, que la banque dans et pour laquelle il travaillait. Quant à M. Cahuzac, il a été condamné à deux ans de prison pour une fraude de quelques centaines milliers d'euros qui en a fait perdre à l'État quelques dizaines de milliers, loin des 11 milliards d'aujourd'hui. La politique passée de M. Sapin, elle, affecte le pays tout entier, aujourd'hui, ses finances comme ses contribuables : pourquoi s'en tirerait-il à si bon compte, avec seulement quelques articles vengeurs qui ne l'affectent guère et ne provoquent, jusqu'à cette heure, aucune réaction de sa part, ni contestation ni regret ?

Un grand procès qui permette de comprendre les mécanismes des dérives budgétaires et de « l'insincérité » financière serait aussi une occasion de responsabiliser ceux qui nous gouvernent.

Bien sûr, il ne s'agit pas de punir toute politique économique gouvernementale qui échouerait à atteindre ses objectifs initiaux et d'empêcher toute prise de risque qui, parfois, peut s'avérer utile, plus à moyen et long termes qu'immédiatement. Mais il s'agit d'en finir avec des pratiques irresponsables et surtout malhonnêtes et fort coûteuses pour les contribuables français.

Écrit par Jean-Philippe
Jeudi, 29 Juin 2017 15:35

Je suis surpris, je l'avoue, par la discrétion des médias et des politiques devant cette véritable «
fraude en bande organisée
» dont, à mon sens, les principaux coupables, peut-être plus que le Président ou le Premier
ministre, sont le ministre des Finances et, plus encore,
**un système plus sensible aux quelques dizaines de milliers d'euros acquis
immoralement par MM. Fillon et Ferrand**
(mais légalement, semble-t-il, et jusqu'à plus ample informé)
qu'aux milliards pris dans la poche des Français

...



En 1934, l'escroquerie de M. Stavisky, favorisée par les milieux politiques de la République et ses usages malvenus, dénoncée par **Le Canard enchaîné** et **L'Action française**, avait provoqué une

crise de la République

qui ne s'en était sortie qu'en faisant tirer sur la foule des indignés du moment et en jetant le discrédit sur les protestataires, qualifiés de « fascistes » ou de « factieux » : «

qui veut noyer son chien l'accuse de la rage

», dit le proverbe. En 2017, la République, en ses autorités les plus importantes et forcément temporaires, peut voler des milliards aux contribuables, rien ne semble devoir se passer...

Où sont les justes colères du pays contre les voleurs ?

M. le Président de la République s'honorerait en appelant les protagonistes de « l'insincérité » à assumer leurs responsabilités et leurs fautes. Le fera-t-il ? Il est vrai qu'en République, la morale est brandie plus qu'elle ne règne, en somme... Mais, en ce cas particulier, il s'agit de **fai re œuvre, plus encore que de morale, de justice. De justice sociale**, pourrait-on ajouter...

"L'insincérité" budgétaire de la République en fin de règne Hollande : un scandale à onze milliards d'euro

Écrit par Jean-Philippe
Jeudi, 29 Juin 2017 15:35
